

N° 1
Juin 2024

GÉOPORO

ISSN : 3005-2165

Revue de Géographie du PORO



Département de Géographie
Université Péléforo Gon Coulibaly

www.geoporo.net

Revue de Géographie du Poro
Université Peleforo Gon Coulibaly
Korhogo – Côte d'Ivoire

Éditorial

L'histoire de la production du savoir géographique, a été conçue et l'est toujours à partir de la dynamique d'une pensée et d'un discours scientifique.

Cette production du savoir géographique touche aux méthodes, aux concepts, aux théories, aux emprunts de la discipline et à sa place dans la sphère des sciences. Elle concerne l'objet de la géographie comme un corps de savoir spécifique dans le corpus scientifique. D'une pensée de la géographie qui privilégie la description des faits pour atteindre l'explication par une démarche inductive, vision utilisée par les principaux fondateurs de la géographie, elle parvient à l'explication des phénomènes étudiés.

Trouver des réponses aux questions d'aujourd'hui, c'est dépasser l'étude des apparences visibles pour se pencher aussi sur les rôles invisibles de l'espace dans la vie de chacun et dans le fonctionnement de la société. La géographie cherche dans ce contexte à devenir une science nomothétique avec des chercheurs qui suivent simultanément deux voies. La première qui est une quête de similarité présente dans la diversité des espaces et, à partir d'elle des règles (voir des lois) qui caractérisent l'organisation de l'espace par l'homme. Et la deuxième, celle d'un recours à la démarche déductive comme méthode scientifique.

Quant au discours scientifique, il privilégie d'une part l'analyse spatiale, la recherche de règles, voire de lois dans la répartition des objets dans l'espace. A ce titre, il s'efforce d'analyser les formes spatiales en mettant en évidence les processus à l'œuvre. Et d'autre part, il recherche le sens de ces formes spatiales, sens qu'elles ont pour les divers groupes utilisateurs de l'espace à titre permanent ou temporaire. Tout en ne perdant pas de vue que la pensée et le discours doivent nourrir la science géographique, le rôle du géographe n'est-il pas alors de produire des connaissances utiles pour expliquer les comportements humains dans l'espace et d'en analyser les conséquences ? Pour ce faire, la Géographie s'est appropriée des outils et des techniques tels que le Système d'Information Géographique qui ont fait d'elle une des sciences avec lesquelles il faut compter face aux nombreux enjeux d'un monde dynamique.

En clair, la Géographie se positionne comme la science de prise de décision, voire la science de l'avenir. **GEOPORO** se présente alors comme la plateforme de publication et de publicisation des recherches des géographes d'ici et d'ailleurs soucieux par la qualité de leur contribution à participer aux prises de décisions dans leur environnement socio politique, économique et culturel. Cette revue est dotée d'un conseil scientifique et de lecture international.

Par **KONAN Kouamé Hyacinthe**

COMITÉ ÉDITORIAL

Directeur de Publication

KOFFI Brou Emile, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

Rédacteur en Chef

TAPE Sophie Pulchérie, Maître de conférences, Université Peleforo GON COULIBALY

Secrétariat

1. KONAN Hyacinthe, Maître de Conférences en Géographie
2. COULIBALY Moussa, Maître-assistant en Géographie
3. DOSSO Ismaïla, Assistant en Géographie

COMITE SCIENTIFIQUE

1. KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire de Géographie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
2. YAPI-DIAHOU Alphonse, Professeur titulaire de Géographie, Université Paris 8 (France)
3. ALOKO-N'GUESSAN Jérôme, Directeur de Recherches en Géographie, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
4. VISSIN Expédit Wilfrid, Professeur titulaire de Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
5. ANOH Kouassi Paul, Professeur titulaire de Géographie, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
6. EDINAM Kola, Professeur Titulaire de Géographie, Université de Lomé (Togo)
7. BIKPO-KOFFIE Céline, Professeur titulaire de Géographie, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
8. GIBIGAYE Moussa, Professeur titulaire de Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
9. ASSI-KAUDJHIS Joseph, Professeur Titulaire de Géographie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
10. MENGHO Maurice Boniface, Professeur titulaire, Université de Brazzaville (République du Congo)
11. NASSA Dadié Désiré Axel, Professeur titulaire de Géographie, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
12. KISSIRA Aboubakar, Professeur Titulaire de Géographie, université de Parakou (Benin)
13. LOBA Akou Franck Valérie, Professeur Titulaire de Géographie, Université Felix Houphouët-Boigny, (Côte d'Ivoire)
14. MOUNDZA Patrice, Professeur Titulaire de Géographie, Université Marien N'Gouabi (Congo)
15. DIBI-ANOH Pauline, Professeur Titulaire de Géographie, Université Felix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

16. VIGNINOU Toussaint, Professeur Titulaire de Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

COMITE DE LECTURE INTERNATIONAL

1. KOFFI Simplicie Yao, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
2. KOFFI Yeboué Stephane Koissy, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
3. KOUADIO Nanan Kouamé Félix, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire),
4. KRA Kouadio Joseph, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire),
5. TAPE Sophie Pulchérie, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
6. ZOUHOULA Bi Marie Richard Nicetas, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
7. ALLA kouadio Augustin, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
8. DINDJI Médé Roger, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
9. DIOBO Kpaka Sabine Epse Doudou, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
10. KOFFI Lath Franck Eric, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
11. KONAN Hyacinthe, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
12. KOUDOU Dogbo, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
13. SILUE Pebanangnanan David, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
14. FOFANA Lancina, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
15. GOGOUA Gbamain Franck, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
16. KAMBIRE Sambé, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
17. KABLAN Hassy N'guessan Joseph, Maitre de Conférences en Géographie, Université Felix Houphouët- Boigny, (Côte d'Ivoire)
18. ASSUE Yao Jean Aimé, Maitre de Conférences en Géographie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

19. DIBI-ANOH Pauline, Maitre de Conférences en Géographie, Université Felix Houphouët-Boigny, (Côte d'Ivoire)
20. GNELE José Edgard, Maitre de conférences en Géographie, université de Parakou (Benin)
21. KOFFI Yao Jean Julius, Maitre de Conférences, Université Alassane Ouattara, (Côte d'Ivoire)
22. MAFOU Kouassi Combo, Maitre de Conférences en Géographie, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
23. VISSOH Sylvain, Maitre de Conférences en Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
24. YAO Kouassi Ernest, Maitre de Conférences en Géographie, Université Jean Lorougnon Guédé Côte d'Ivoire)
25. YANOGO Pawendkissou Isidore, Maître de Conférences en Géographie, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso).

SOMMAIRE

DYNAMIQUE DU FRONT AGRICOLE AUTOUR DU CHANTIER D'AMÉNAGEMENT FORESTIER DE SAPOUY-BIÉHA DANS LA PROVINCE DE ZIRO (BURKINA FASO)
OUEDRAOGO Touwendé Jean Parfait, GANSAORE Baowindsida Jérémie.....Page 1 à 15

VIDÉOSURVEILLANCE ET SÉCURITÉ URBAINE À KORHOGO (NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE)
DOSSO Ismaïla.....Page 16 à 32

FEMMES ET MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE M'BENGUÉ AU NORD DE LA CÔTE-D'IVOIRE
N'golo Brahima SORO.....Page 33 à 46

DÉGRADATION DU BASSIN VERSANT DE LA RETENUE D'EAU DE KOGBÉTOHOUE (SUD-OUEST BÉNIN) ET IMPACTS SUR LA CUVETTE
Coffi Justin NOUMON, Kouèchivi Symphorien LAGA.....Page 47 à 60

LOGIQUES PAYSANNES DE MISE EN VALEUR DES BAS FONDS DANS LE FINAGE DE GAZIBOUO (CENTRE-OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE)
Aka Giscard ADOU, Seidou COULIBALY, N'kpomé Styvince Romaric KOUAO, Saturnin Roméo Nitani SAHA.....Page 61 à 75

PRODUCTION AGRICOLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS L'ARRONDISSEMENT DE GLO-DJIGBE (COMMUNE D'ABOMEY-CALAVI)
Toundé Roméo Gislain KADJEBIN, Kokou Mawussi EGBETOWOKPO, Mègnongon Clément Léopold BABADJIHOU.....Page 76 à 90

PARTICIPATION DES FEMMES DANS LA DECENTRALISATION EN MILIEU RURAL : CAS DES COMMUNES DE DIKODOUGOU ET DE SINEMATIALI AU NORD DE LA COTE D'IVOIRE
COULIBALY Koulotioloma Kassoume, KOFFI Yéboué Stéphane Koissy.....Page 91 à 104

LES AIRES DE MARCHÉ DE TÉLÉPHONES PORTABLES CONTREFAITS DANS LA COMMUNE D'ADJAMÉ, DISTRICT D'ABIDJAN
Kouassi Séverin KOUAKOU, Aya Angèle Pauline BOUSSON et BEHIBRO Florence Marie Christiane.....Page 105 à 119

SAISONNALITÉ ET IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE L'ULCÈRE DE BURULI DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE BOUAKÉ (CÔTE D'IVOIRE)
Kpaka Sabine DIOBO DOUDOU.....Page 120 à 135

OCCUPATION DES ESPACES PUBLICS PAR LES ACTIVITES INFORMELLES A LIBREVILLE (GABON)
Guy Obain BIGOUMOU MOUNDOUNGA.....Page 136 à 150

OCCUPATION DES ESPACES PUBLICS PAR LES ACTIVITES INFORMELLES A LIBREVILLE (GABON)

THE OCCUPATION OF LIBREVILLE PUBLIC SPACES BY INFORMAL ACTIVITIES (GABON)

Guy Obain BIGOUMOU MOUNDOUNGA, Institut de Recherche en Sciences Humaines, Centre National de Recherche en Sciences et Technologies, Libreville Gabon, email : moundoungaguy@yahoo.fr, téléphone : +241 66 39 00 78

Résumé

Les quartiers urbanisés périphériques de Libreville connaissent des problèmes de circulation provoqués par les activités informelles exercées sur l'espace public. L'objectif visé est de traiter les facteurs d'occupation des espaces publics par les activités informelles à Libreville. En tentant de répondre à la question de savoir qu'est ce qui explique les problèmes de circulation dans les quartiers urbanisés de la capitale gabonaise, cette étude avance l'hypothèse selon laquelle la précarité des revenus conduit les populations à exercer leurs activités sur les lieux réservés à la circulation. La méthodologie utilisée combine des données quantitatives et qualitatives. Les résultats montrent que ces activités se développent sur le trottoir 50,83%, sur la chaussée 21,46% sur la chaussée 21,46%, l'entrée de magasin 15,42% pour répondre aux besoins vitaux des populations.

Mots clés : Libreville, gouvernance urbaine, activité informelle, pauvreté, désordre urbain

Abstract

The peripheral urbanized neighborhoods of Libreville experience traffic problems caused by informal activities carried out in public spaces. The objective is to address the factors of occupation of public spaces by informal activities in Libreville. By attempting to answer the question of what explains the traffic problems in the urbanized neighborhoods of the Gabonese capital, this study puts forward the hypothesis according to which income insecurity leads populations to carry out their activities on site reserved for traffic. The methodology used combines quantitative and qualitative data. The results show that these activities develop on the sidewalk 50.83%, on the road 21.46%, on the road 21.46%, the entrance to stores 15.42% to meet the vital needs of the populations.

Keywords: Libreville, urban governance, informal activity, poverty, urban disorder

Introduction

L'occupation de l'espace public par les activités informelles est une banalité des villes africaines subsahariennes. Ces activités choisissent la rue comme support et empêchent sa fonction de base : assurer la circulation des populations (Steck, 2006). Dans ce domaine, les études sont nombreuses. Avant nous, Nyassogbo (2011) a mené une réflexion sur les activités informelles et l'occupation des rues à Lomé au Togo. Les conclusions de son étude révèlent un détournement de l'espace public par les

activités qui s'y déploient malgré le fait qu'elles réduisent le chômage et la pauvreté des populations. Nous avons fait le choix de faire une étude sur cette thématique à Libreville précisément dans les quartiers urbanisés périphériques : les Charbonnages, Nzeng-ayong et Damas (cf figure n°1 sur la présentation de la zone d'étude). Naguère destinés aux classes moyennes et supérieures de la société gabonaise, ces quartiers connaissent depuis quelques années des problèmes de circulation provoqués par des activités informelles exercées dans la rue par les populations démunies (Bigoumou Moundounga, 2021). Construits dans les années 1980, ces quartiers n'ont pas été dotés d'équipements complets notamment les espaces marchands. Par conséquent, les populations des quartiers environnants se saisissent de la demande non satisfaite pour occuper l'espace public. Deux événements aident à comprendre la situation qui prévaut dans ces quartiers.

D'une part, depuis que la crise financière des années 1980 a affecté les économies des Etats africains subsahariens, les politiques d'ajustement structurel imposées par les bailleurs internationaux ont drastiquement réduit les marges de manœuvre des gouvernants. Echappant difficilement à ce phénomène, le Gabon a vu les entreprises licencier une part importante de leur personnel. D'autres ont été contraintes à la fermeture. La conséquence a été une augmentation du nombre de chômeurs.

D'autre part, engendrée par un exode rural important et une immigration internationale massive, la croissance exponentielle de la population de Libreville a pris de cours les prévisions publiques en services de base notamment le logement, l'éducation et la santé. Pour se les assurer, les Librevillois se tournent vers les activités informelles qui se déploient dans l'espace public, entendu comme espace appartenant à tous et dont tous doivent pouvoir faire usage. Il donne la primauté à la question de l'accès (Béja, 2012, p. 71). Or, occupés en permanence, les trottoirs, les terre-pleins et la chaussée excluent de nombreux acteurs particulièrement les piétons. Cette étude avance l'hypothèse selon laquelle la précarité des revenus de la population vivant dans les limites de ces quartiers, la pousse à exercer des activités génératrices de revenus sur les espaces de circulation piétonne. Une démarche quantitative et qualitative a été menée dans ces quartiers et auprès de la population

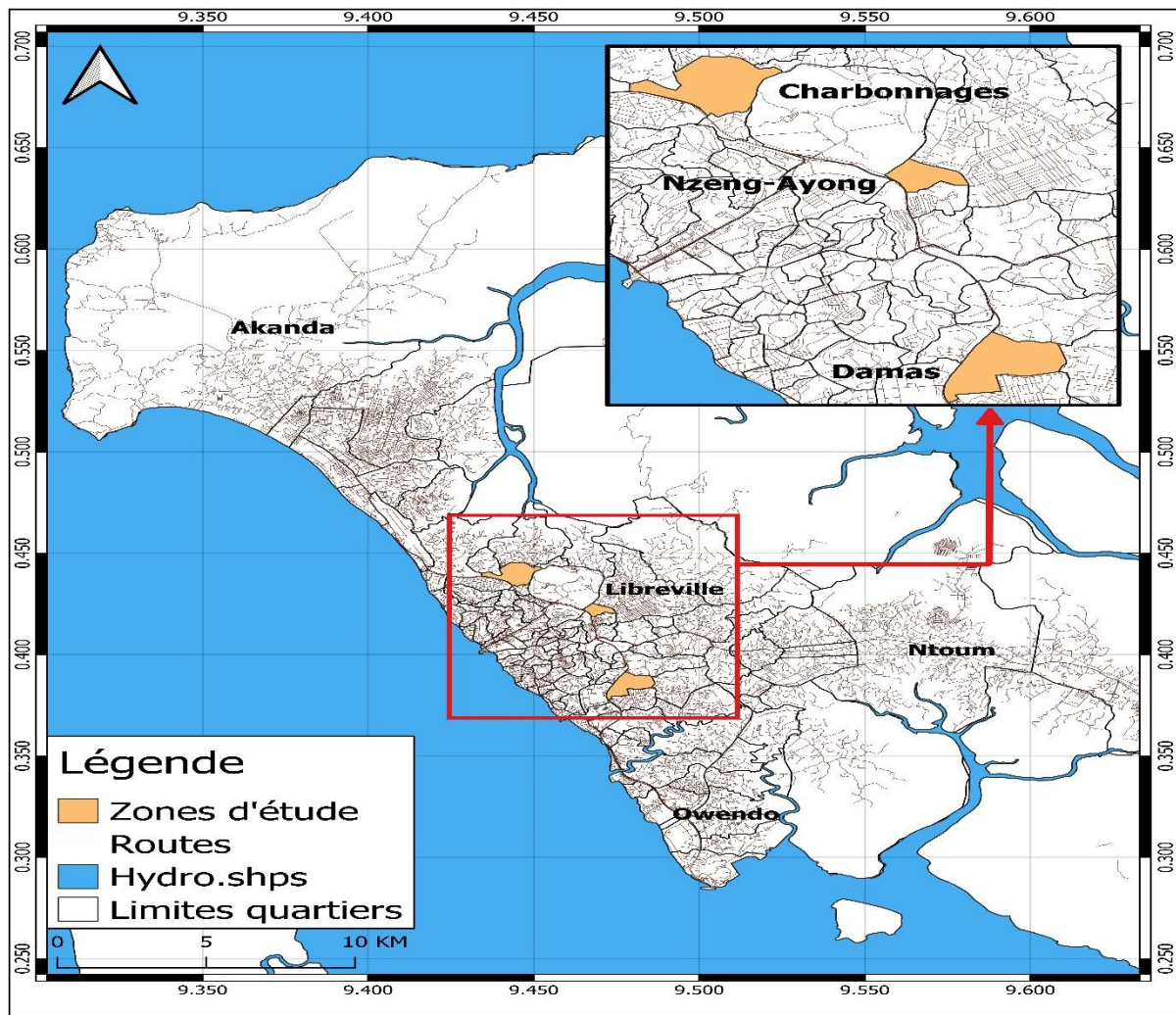
pour collecter les informations nécessaires. L'objectif de cette étude est d'analyser les facteurs de la colonisation des espaces publics par les activités informelles. Deux parties structurent cette étude. La première porte sur typologie et répartition des activités informelles sur les espaces publics à Libreville, la seconde partie traite des facteurs explicatifs de l'occupation des espaces publics à Libreville par les activités informelles. Mais avant, il s'agit de la présentation du cadre de l'étude et méthodologie.

1. Présentation du cadre de l'étude et méthodologie

1.1. Cadre de l'étude

Le cadre géographique de cette étude concerne la périphérie Est de Libreville. Il s'agit d'un ensemble constitué de trois quartiers urbanisés (les Charbonnages, Damas et Nzeng-ayong) appartenant respectivement au premier, au quatrième et au sixième arrondissement de la capitale (Figure n°1 : la présentation de la zone d'étude). Ces quartiers abritent en particulier de nombreuses activités informelles. Construits dans les années 1980 pour accueillir une population bien particulière, ces lotissements étaient équipés de villas haut et moyen standing dans des parcelles aérées. L'aménagement de trottoirs et des rues garantissait l'accès des résidents à leur maison. Aujourd'hui, des services s'y sont ajoutés notamment les banques, les commerces de gros, les écoles et même des collèges et lycées comme à Nzeng-ayong et Damas. Seulement, l'espace bâti n'a pas été complété à la genèse d'équipements où les résidents peuvent solliciter les services de première nécessité. Ces quartiers sont environnés par des bidonvilles qui accueillent majoritairement masses populaires locales et migrants africains précarisés (Bouyou, 1988). Ce sont les quartiers comme Ambowè, Ondogho, Diba-Diba, Sibang et Beau-séjour. Attirées par les rues animées des quartiers urbanisés (voir carte xxx), les populations des quartiers environnants investissent l'espace public à travers les activités informelles pour trouver les ressources nécessaires à la satisfaction de leurs besoins primaires.

Figure n°1 : Présentation de la zone d'étude



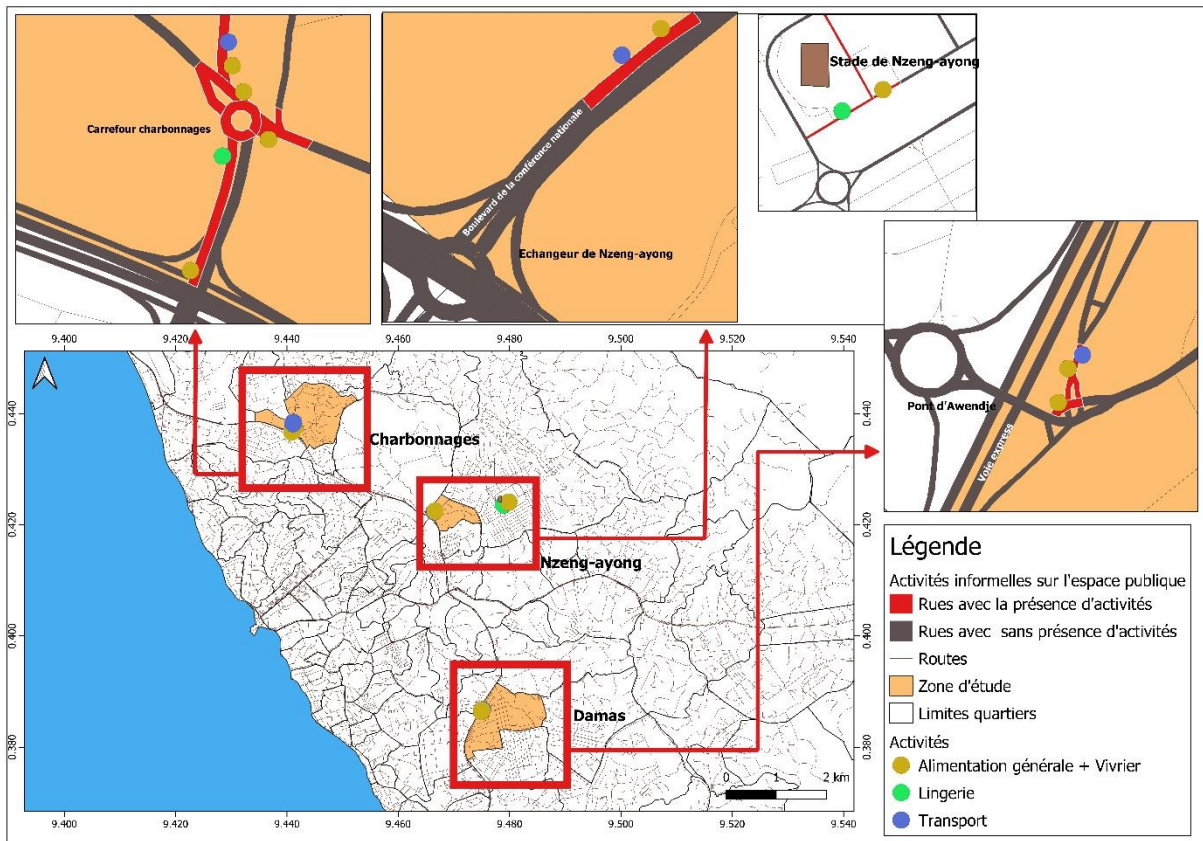
Source : enquêtes de terrain réalisées par G.O. BIGOUMOU MOUNDOUNGA/Conception : G.O. BIGOUMOU MOUNDOUNGA/Réalisation : BEKITA

1.2. Méthodologie

Cette étude combine des données quantitatives et qualitatives. La démarche quantitative a consisté à définir un échantillon spatial et un échantillon sociodémographique. L'échantillon spatial a permis la sélection de trois quartiers urbanisés que sont : les Charbonnages, Nzeng-ayong et Damas. Pendant près de six mois, nous avons parcouru ces quartiers munis de carnet de notes. L'objectif est d'observer les activités qui se déroulent dans l'espace public, les répertorier, les classer (cf. tableau n°1). L'observation directe s'est poursuivie en relevant les lieux précis de l'espace public où ces activités s'exercent comme le suggère le tableau n°2.

L'échantillon sociodémographique a conduit à l'élaboration d'un questionnaire portant sur l'identification social du questionné et le lieu occupé par les activités en question. 480 personnes se sont prêtées à ce jeu à raison de 160 personnes par quartier comme le montre le tableau n°3.

Figure n°2 : Localisation des espaces de l'étude et des activités informelles



Source : enquêtes de terrain réalisées par G.O. BIGOUMOU MOUNDOUNGA/Conception : G.O. BIGOUMOU MOUNDOUNGA/Réalisation : BEKITA

La démarche qualitative a consisté à la collecte documentaire et l'entretien. Pour comprendre les rapports qu'entretiennent l'espace public et les activités informelles, la collecte documentaire a orienté la présente recherche sur les travaux de J. F. Steck (2006) publiés dans la revue *Métropolis* n° 66-67 ou de L. Fouchard (2006) dans la revue *Flux* n° 66-67 concernant les rues de Lagos. Il en ressort que pour qu'elles rencontrent la clientèle dont elles ont besoin, les activités informelles ne peuvent se développer ailleurs que dans l'espace public c'est-à-dire les rues animées où la clientèle est de passage.

Pour recueillir les données que les techniques précédentes ne dévoilent pas à savoir les motivations des personnes exerçant ces activités, l'entretien a consisté à les approcher en tant qu'acheteur pour pouvoir tirer les informations utiles.

2. Résultats

Présentés sous forme de tableaux et figures, les résultats qui suivent sont en lien avec les hypothèses soulevées par cette analyse. Ils s'inscrivent dans les deux parties dégagées à savoir : typologie et répartition des activités informelles et les facteurs explicatifs de leur occupation des espaces publics à Libreville.

2.1. Typologie et répartition des activités informelles sur les espaces publics à Libreville

2.1.1. Typologie des activités informelles à Libreville

De manière simplifiée, nous pouvons dresser une typologie des activités informelles qui se développent sur les espaces publics à Libreville. Ces activités se distinguent par leur branche d'activité qui sont au nombre de quatre : l'alimentation générale, le vivrier, la friperie et le transport. Le premier se décompose en poisson fumé, poisson frais, crevette, ... Le vivrier tourne autour de la banane, l'ananas, le manioc, les légumes, ... la friperie comprend les vêtements, les sacs, les chaussures. Quant au transport, on retrouve des berlines et des canters souvent stationnés sur la chaussée. Ces activités sont reprises par le tableau n°1 et illustrées par les photos n°1 et n°2.

Tableau n°1 : répartition des activités informelles selon la branche

Branche d'activité	Produits dénombrés	Nombre de personnes
Alimentation générale	poisson fumé, poisson frais, crevette, pomme, orange,	124
Vivrier	ananas, banane, manioc, légume, tomate, taros, piment	109
Friperie	sacoches, chaussures, vêtements, casquette	201
Transport	transport passager, transport marchandise	46
Total		480

Source : données de l'enquête, 2024

Photo n°1 : clando sur la chaussée awendje Photo n°2 : lingerie sur le trottoir à nzeng



Clichés : Bigoumou Moundounga juin 2024 Clichés : Bigoumou Moundounga juin 2024

2.1.2. Répartition des activités informelles sur les espaces publics

Le tableau n°2 montre les lieux occupés par les activités informelles. Ils se répartissent le trottoir, le terre-plein, l'entrée de magasin et la chaussée. Ene effet, l'alimentation générale et la friperie choisissent le trottoir le vivrier s'accommode avec le terre-plein et l'entrée de magasin alors que les transporteurs restent sur la chaussée.

Tableau n°2 : répartition des activités selon le lieu occupé

Lieux occupés	Branche d'activité
Trottoir	alimentation générale, friperie, vivrier
Terre-plein	Vivrier
Entrée magasin	Vivrier
Chaussée	transport passager

Source : données de l'enquête, 2024

Enfin, ces activités mobilisent des populations importantes que nous avons vues dans chaque quartier. Au total, 480 individus en raison de 160 ont été rencontrés en

train d'exercer leurs activités par quartier étudié comme on peut le découvrir dans le tableau n°3.

Tableau n°3 : récapitulatif des populations enquêtées

Quartiers de l'étude	Nombre de personnes interrogées
Les Charbonnages	160
Nzeng-ayong	160
Damas	160
Total	480

Source : données de l'enquête, 2024

2.2. Les facteurs explicatifs de l'occupation des espaces publics par les activités informelles

2.2.1. Le manque de revenus, un indicateur crucial pour les populations démunies.

Au regard des données du tableau n°4, il ressort que plus de la moitié des 480 personnes rencontrées (61,66%), vivent avec moins du salaire minimum garanti à côté de 33,54% qui se contentent de moins de 100 000 FCFA (50 000FCFA) et seulement 4,80% avec plus du SMIG (+ 150 000 FCFA). Dans ces conditions, les populations sont donc obligées de trouver des ressources complémentaires pour pouvoir couvrir leurs besoins quotidiens. Relevons que la précarité des revenus concerne plusieurs catégories sociales comme le montre le tableau n°5.

Tableau n°4 : répartition des ressources des populations avant l'activité

Ressources	Nombre de personnes rencontrées Charbonnages	Nombre de personnes rencontrées Nzeng-ayong	Nombre de personnes rencontrées Damas	Total	%
25-50 000	55	53	53	161	33,54
50-100 000	100	99	97	296	61,66
+150 000	5	8	10	23	4,80
Total	160	160	160	480	100

Source : données de l'enquête, 2024

Le tableau n°4 suscite quelques commentaires. Le premier est la présence de catégories sociales qui ne sont pas classées comme précaires à l'instar des magistrats et des enseignants. Même si leur part de marché reste négligeable (0,42% et 2,5%), elle témoigne de la violence de ce phénomène ces dernières années. En effet, cette

situation s'explique par le fait que les enseignants sortis des écoles de formation comme l'Ecole Normale Supérieure ne sont pas employés à cause de la suspension de recrutement dans la fonction publique gabonaise depuis trois ans. Livrées à elles-mêmes, ces catégories sont contraintes à la débrouillardise.

Tableau n°5 : répartition par catégorie socioprofessionnelle

CSP	Nombre de personnes rencontrées Charbonnages	Nombre de personnes rencontrées Nzeng-ayong	Nombre de personnes rencontrées Damas	Total	%
Main d'œuvre non permanente	14	12	10	36	7,5
Elève	37	40	40	117	24,37
Etudiant	25	15	24	64	13,34
Enseignant	3	5	4	12	2,5
Ménagère	15	17	14	46	9,58
Retraité public	20	16	21	57	11,87
Petit commerçant	19	24	19	62	12,92
Magistrat	1	-	1	2	0,42
Commerçant	2	8	3	13	2,71
Sans emploi	24	23	24	71	14,79
Total	160	160	160	480	100

Source : données de l'enquête, 2024

Le second commentaire est la place qu'occupent les élèves et les étudiants (24,37% et 13,34%), des catégories sociales privilégiées par le passé mais qui se retrouvent très précarisées. Ne bénéficiant plus depuis plusieurs années de la bourse au secondaire et sur des critères très serrés au supérieur, ces populations se convertissent dans le commerce de friperie ou de produits cosmétiques pour pouvoir se prendre en charge.

Le troisième commentaire que suscite ce tableau est la présence des retraités du secteur public. Ces compatriotes qui ont travaillé pendant plusieurs années, ne parviennent pas à toucher le fruit de leurs efforts, en raison de la défaillance du système de gestion des retraites.

Tableau n°6 : répartition par nationalité

Nationalité	Nombre de personnes rencontrées Charbonnages	Nombre de personnes rencontrées Nzeng-ayong	Nombre de personnes rencontrées Damas	Total	%
Béninoise	47	48	32	127	26,46
Camerounaise	13	15	20	48	10
Gabonaise	36	33	30	99	20,62
Ghanéenne	11	5	10	26	5,42
Maliennne	6	9	17	32	6,67
Nigériane	16	19	26	61	12,71
Sénégalaise	11	9	10	30	6,25
Togolaise	20	22	15	57	11,87
Total	160	160	160	480	100

Source : données de l'enquête, 2024

Outre les catégories sociales, la précarité des revenus touche aussi les communautés qui vivent à Libreville (cf. le tableau n°6). A la lecture des données de ce tableau, on serait tenté de conclure que les plus précarisées sont les communautés béninoises et gabonaises (26,46% et 20,62%). Rappelons que l'enquête a pris en compte uniquement les personnes présentes au moment de sa passation. Les communautés sous représentées s'expliquent par le fait que les domaines dans lesquels leurs membres exercent n'ont pas été concernés par l'enquête comme la restauration, le lavage de véhicules ou le débroussaillage. Toutefois, on peut relever la percée de la communauté gabonaise dans le secteur informel qui jusque dans un passé encore récent était l'apanage des communautés étrangères africaines.

2.2.2. Les activités informelles élisent des lieux inhabituels à Libreville

Selon une étude sur les marchés en Afrique Subsaharienne (T. Paulais, 1998), les activités qui nous occupent se développent généralement près du marché central ou ses rues adjacentes. Notre étude montre un déplacement de ces activités vers les quartiers urbanisés de Libreville (Bigoumou Moundounga, 2016). Pour le dire autrement, les activités auxquelles nous faisons allusion s'installent dans des quartiers et des lieux auxquels on n'a pas l'habitude de les rencontrer.

Tableau n°7 : répartition par lieu occupé

Lieux occupés	Nombre de personnes rencontrées Charbonnages	Nombre de personnes rencontrées Nzeng-ayong	Nombre de personnes rencontrées Damas	Total	%
Trottoir	95	62	87	244	50,83
Terre-plein	5	32	22	59	12,29
Entrée magasin	37	35	2	74	15,42
Chaussée	23	31	49	103	21,46
Total	160	160	160	480	100

Source : données de l'enquête, 2024

L'enquête menée auprès de 480 personnes a montré une répartition par lieu occupé (tableau n°7) au sein duquel les trottoirs représentent 50,83%, la chaussée 21,46%, les entrées de magasin 15,42% et les terre-pleins 12,29% de ces activités. Les activités ainsi relevées s'exercent dans des lieux dédiés à la circulation piétonne. Par conséquent, elles empêchent une grande partie des citoyens de jouir pleinement des espaces que leur offre la ville. Il s'agit pour ces activités d'occuper les espaces qui permettent de capter la clientèle au grand dam des autres usagers de l'espace public.

2.2.3. Les ressources issues des activités informelles, une alternative face aux besoins de base des populations

Couverts en principe par le droit à la ville (H. Lefebvre, 1967), les besoins de base des citoyens ne sont pas toujours garantis. C'est le cas à Libreville depuis plusieurs années. En effet, l'Etat gabonais soumis au régime des politiques d'ajustement structurels, ne parvient plus à offrir les services essentiels aux populations qui vivent sur son territoire. Les domaines tels l'alimentation, le logement, l'éducation et la santé sont abandonnés aux populations les plus nombreuses qui se tournent vers les activités informelles pour les couvrir.

Interrogée sur l'usage des ressources qu'elle tire de son activité quotidienne, une commerçante rencontrée au rond-point des charbonnages, nous a révélé ce qui suit : « J'ai construit ma maison c'est grâce au commerce de poisson ... si je ne vendais pas le maquereau fumé avec les condiments ... aujourd'hui oui aujourd'hui je ne sais pas où j'allais loger avec mes enfants »

A Damas, Marcelin, un étudiant qui exerce dans les transports a lâché concernant l'utilisation de ces ressources : « C'est grâce au chargement que j'arrive à acheter mes livres et les fascicules que les enseignants nous exigent ... je remercie la Montagne c'est lui qui m'a accueilli sur ce site ».

À Nzeng-ayong, près du rond-point au lieu d'embarquement pour la SGA et carrefour Bambouchine, Philippe, père de trois enfants nous a répondu : « Euh avec l'argent du chargement ça permet de nourrir la famille avec les temps durs, ... de soigner les enfants quand ils sont malades... oui les médicaments même quand on a la cnamgs...il y a les ordonnances »

Les entretiens menés révèlent que les ressources prélevées dans l'espace public sont investies dans les besoins de base à l'instar du logement, l'éducation, la santé. Les activités informelles constituent une alternative pour nombre de ces populations. Conscient des limites concernant les services de base à la population, l'Etat oscille entre fermeté et tolérance.

3. Discussion

Les résultats montrent que ces activités se meuvent dans des lieux qui ne leur sont pas réservés (trottoirs 50,83%, chaussée 21,46%, entrées de magasins 15,42% et terre-pleins 12,29%). Dans ces conditions, elles ne facilitent pas les déplacements des citoyens. Pour circuler, les usagers sont contraints de se frayer un passage, de descendre sur la chaussée ou d'enjamber les produits installés sur la voie publique (photo n°1).

Photo n°1 : se faufiler pour trouver un chemin



Clichés : Bigoumou Moundounga, juin 2024

Toutefois, les activités informelles ne se déploient pas partout de la même façon. Si les produits alimentaires ainsi que les transports sont bien représentés dans l'ensemble des quartiers, il reste que les activités liées à la friperie sont plus marquées aux charbonnages et à Nzeng ayong. Concernant toujours ces pratiques, l'étude a montré que celles-ci se développent loin des espaces où l'on a coutume de les rencontrer c'est-à-dire le marché central et les rues adjacentes à cet équipement. Les charbonnages, Nzeng-ayong et Damas autrefois des quartiers urbanisés qui accueillait une population sélective deviennent par les activités qui s'y croisent, des marchés avec tout ce que cela entraîne comme désordre urbain. Ce point est d'ailleurs relevé par Aka Assale et Mamoutou Touré, (2020) dans la ville capitale ivoirienne Abidjan.

Ces activités permettent de lutter contre le dénuement qui affecte davantage les couches les plus nombreuses à Libreville. Ce constat n'est pas très éloigné de celui que fait Nyassogbo (2011) dans les rues de Lomé. Dans son étude, l'auteur relève que les activités qui se développent dans la capitale togolaise visent à réduire le chômage et la pauvreté qui affectent gravement les populations.

Conclusion

L'étude a porté sur l'occupation des espaces publics par les activités informelles à Libreville et les perspectives pour une amélioration de la circulation piétonne. L'objectif visé est de traiter les facteurs d'occupation des espaces publics par les activités informelles dans la capitale gabonaise. En partant de l'hypothèse que la faiblesse des ressources des populations vivant autour de ces quartiers conduit ces dernières à développer des activités informelles dans l'espace public pour répondre à leurs besoins, les données quantitatives et qualitatives ont été combinées pour obtenir le corpus nécessaire à cette étude.

Les résultats montrent que ces activités se développent sur l'espace public (tableau n°7) pour mieux se rapprocher de la clientèle (50,83% sur le trottoir, 21,46% sur la chaussée, 15,42% à l'entrée de magasin) mais surtout pour répondre aux besoins vitaux des compatriotes qui ne sont plus pris en charge par les pouvoirs publics. Si ces activités privent de nombreux citoyens d'un espace qui appartient à tous, elles mettent en lumière les faiblesses des politiques urbaines des villes africaines et incitent à des aménagements d'urgence. Pour permettre le retour d'une libre circulation dans les quartiers étudiés, il est important que des politiques urbaines inclusives soient adoptées.

Références bibliographiques

AKA ASSALE Félix et MAMOUTOU Touré, 2020, « Espaces publics d'Abidjan à l'épreuve dans l'exercice des activités commerciales informelles », *Etudes caribéennes* [En ligne], 45-46 Avril-Août 2020, mis en ligne le 15 août 2020, consulté le 20 août 2023. URL : <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/18447>; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.18447>.

BEJA Alice, 2012, L'espace public, le bien commun par excellence, *Esprit*, n°11, p. 71-72.

BIGOUMOU MOUNDOUNGA Guy Obain, 2021, Les problèmes de déplacements dans les quartiers urbanisés périphériques de Libreville : de l'absence des marchés à l'occupation des trottoirs ? *Bulletin de Littérature Africaine (Erudit)*, IRSH-CENAREST, n°7, p. 10-14.

BIGOUMOU MOUNDOUNGA Guy Obain, 2016, « Les difficultés de circulation dans un quartier urbanisé : le cas des charbonnages », *L'Union*, n° 12194, p. 5.

BOUYOU Jean. Marie Vianney, 1988, « Les enjeux urbains au Gabon, analyse sociologique de l'espace urbain à Libreville », *LUTO*, Université Omar Bongo, Libreville, pp 375-413.

LEFEBVRE Henry, 1967, Le droit à la ville. *L'Homme et la société*, n°6, pp. 29-35. doi:10.3406/homso.1967.1063http://www.persee.fr/doc/homso_00184306_1967_num_6_1_1063.

METOUGHE NANG Prosper, 2007, *Le phénomène des clandos à Libreville ou l'informel à la remorque de l'Etat : enquête*, Université du Littoral Côte d'Opale, Laboratoire redéploiement industriel et Innovation, n°86, p. 13.

NGUEMA Rano Michel, 2007, « Rénovation urbaine et dynamique démo-spatiale de la ville de Libreville », *Revue Gabonaise de Géographie*, n°2, pp. 78-94.

NYASSOGBO Gabriel. Kwami, 2011, Les activités informelles et l'occupation des espaces publics. Les trottoirs de Lomé au Togo, *Revue de Géographie tropicale et d'Environnement*, n°2, p. 22-33.

SAHABANA M, 2005, *Dakar et Douala vs Bogota et Curitiba : l'Amérique du Sud, un exemple de régulation efficace des transports urbains pour l'Afrique subsaharienne ?* (en ligne), disponible sur [http : // preludes-lorraine.org/pdf/C7 =page =125](http://preludes-lorraine.org/pdf/C7?page=125).

STECK Jean Fabien, 2006, « La rue africaine, territoire de l'informel ? », *Métropolis*, 10 : 73-86